

ARCHIVES DE PARIS

**Fonds BUCAILLE
(1609-1940)**

D.E¹ FONDS BUCAILLE 1 à 5

Inventaire analytique
établi par Christiane Demeulenaere-Douyère

Documents librement communicables

D.E 1 - fonds BUAILLE

Origine : Don de Victor Buaille (entrée n° 7917
du 28 juin 1958).

Dates : 1609-1940

Volume : 5 cartons

Consultation : libre

Victor Buaille est né au Havre (Seine-Maritime) le 26 juillet 1890 (1). Des études de lettres et de droit l'amènent tout naturellement à devenir avocat à la Cour d'Appel de Paris (1920-1923).

Cependant, la carrière politique l'attire très tôt et c'est pendant la première guerre mondiale qu'il entre au cabinet de Denys Cochin, Ministre d'Etat, puis secrétaire d'état aux Affaires étrangères, chargé du blocus des pays ennemis.

Il est alors mêlé aux négociations économiques poursuivies avec les Anglais, les Suisses et les Hollandais.

En 1918, il est membre de la Commission financière d'armistice qui fonctionne jusqu'au Traité de Versailles.

Chargé en 1915 des relations avec le Saint-Siège, Victor Buaille acquiert une situation en vue dans le monde catholique français et européen en sa qualité de président de la Jeunesse catholique et de secrétaire général du Secrétariat de l'Immigration catholique dont "le but est de promouvoir et d'organiser les efforts de toutes les organisations qui tendent à favoriser le bien-être spirituel et moral des éléments catholiques immigrés en France".

Elu conseiller municipal du 6° arrondissement de Paris (quartier de l'Odéon) et conseiller général de la Seine en 1925, en remplacement de Henri Alpy, il est réélu à plusieurs reprises jusqu'en 1945 et après 1953. Il est syndic du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine de 1929 à 1941, et exerce les fonctions de président de la Commission des finances et de l'habitation et de vice-président de la Commission du Vieux-Paris.

Journaliste au Figaro de 1919 à 1924, il collabore ensuite aux Nouvelles littéraires, et est l'auteur de nombreux articles dans la presse française et étrangère.

(1) Le Conseil municipal, années 1935-1941, p. 131-132

Victor Bucaille est décédé le 31 décembre 1969 à Paris (6^e arrondissement).

Outre ses activités en qualité d'adjoint de Denys Cochin au sous-secrétariat d'Etat au Blocus, les papiers dont Victor Bucaille a fait don aux Archives de Paris, reflètent son rôle au sein du Secrétariat à l'Immigration catholique ; de nombreuses coupures de presse et des rapports illustrent abondamment les problèmes soulevés par l'immigration d'ouvriers étrangers.

En revanche, on n'y trouve pas trace de son activité politique au Conseil municipal et au Conseil général, ni des diverses élections auxquelles il a pris part ; ce fonds ne comporte donc ni propagande politique ni affiches.

Enfin, le fonds Bucaille contient également les titres de propriété d'une maison sise à Paris, 9 rue du Pélican (1^{er} arrondissement) et des papiers de famille, des titres de propriété et de la correspondance concernant la famille O'Reilly, famille de magistrats normands originaire du Havre dont est issue l'épouse de Victor Bucaille.

Christiane DEMEULENAERE-DOUYERE

Carton n° 1 :

- D.E¹ A
- 1°) Correspondance adressée au ministre Denys Cochin pour obtenir son intervention en faveur d'oeuvres religieuses ou d'ecclésiastiques (recommandations, nominations à l'emploi d'aumônier, sursis d'appel, application de la loi de 1889 (1), etc.) novembre 1915-mars 1917.
 - 2°) Coupures de presse sur divers sujets (mission de Bucaille à Rome à propos d'un livre de Driault, réquisition des écoles, application de la loi de 1889, anticléricalisme), février 1916-août 1917.

(1) Cette loi prévoit que les prêtres sont astreints au service militaire mais versés, en temps de guerre, dans les services d'infirmierie.

A signaler :

D.E¹ A

- l'Express du Midi. Organe quotidien de défense sociale et religieuse. Edition de Toulouse. numéros des 24 au 27 février 1916 et 1er-3 mars 1916.
- l'Union républicaine - Journal de la démocratie de Saône-et-Loire. numéros des 26 novembre 1915 - 28 janvier 1916 et 27 février 1916.
- La Croix de Limoges - Revue hebdomadaire de la Haute-Vienne et de la Creuse. 19 mars 1918.
- A. Rivet.- Législation provisoire des oeuvres de guerre. Commentaire pratique et texte intégral de loi, du décret et de la circulaire des 30 mai, 18 et 25 septembre 1916. Paris, s.d.
- La voix de Notre-Dame des Armées. n°12, mars-avril 1916.

- 3°) Notes concernant la proposition de loi relative aux oeuvres de guerre. Proposition de loi relative aux oeuvres qui font appel à la générosité publique (1915). Circulaire relative à l'application de la loi du 30 mai 1916 sur le contrôle des oeuvres de guerre (25 septembre 1916).
- 4°) Etat des navires marchands coulés par des sous-marins ennemis, (1er août 1914 - 20 juillet 1917). Graphiques. Conséquences sur les importations (1916-1917). Correspondance avec la Mission catholique suisse à propos de vins envoyés aux prisonniers de guerre en Allemagne (avril 1917).

Etudes sur les exportations de la Grande-Bretagne vers les pays neutres voisins de l'Allemagne. Notices relatives à la Suède, au Danemark et à la Norvège. Etudes statistiques diverses (brouillons).

- 5°) Analyse des télégrammes et dépêches relatifs au ravitaillement et au blocus (juin - 1er août 1917).

Ministère des Affaires étrangères. Sous-Secrétariat d'Etat au Blocus Comité de restriction des approvisionnements et du commerce de l'ennemi. Documents statistiques concernant la Suisse. Table des documents statistiques publiés du 7 mai au 3 juin 1917.

Etat major des Armées. Section économique. Projet de rationnement alimentaire de la Hollande (juin 1917).

Plan d'une note sur le blocus financier.

Notes dactylographiées relatives à diverses conventions et traités.

Notes manuscrites et dactylographiées relatives à la Convention du 28 janvier 1871 pour faciliter le ravitaillement de Paris et les communications par chemin de fer.

Documents relatifs aux Commissions de la Villette et de Trianon (1919).

Carton n°2 :

D.E[^]2

- 1°) Conférence de paix préliminaire. Commission de réparation des dommages. Minutes des réunions des 3 au 24 février 1919.

Préliminaires de paix. Stipulations relatives à l'Alsace-Lorraine.

Accords relatifs à la livraison de la flotte de commerce allemande, au ravitaillement de l'Allemagne et aux moyens de paiement de ce ravitaillement.

Stipulations financières de la Convention d'armistice du 11 novembre 1918 et des protocoles financiers de Spa (1er décembre 1918) et de Trêves (13 décembre 1918).

Commission de réparation des dommages. Rapports (31 mars et 7 avril 1919).

Correspondance diplomatique relative à la Guerre de 1914 (2 volumes), publiée par le Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

- 2°) Abondante documentation dactylographiée et imprimée (coupures de presse française et étrangère, brochures, textes réglementaires, etc.) sur les travailleurs immigrés, réunie en dossiers concernant :
- les étrangers en général.
 - les Polonais et les diverses conventions avec les états.
 - les étrangers et l'Assistance publique.
 - le Secrétariat à l'Immigration catholique : notes, conférences correspondance (mai 1924-septembre 1925).
 - le Foyer français : notice, statuts, coupures de presse, correspondance (1926).
- 3°) Expropriation de l'ilôt Saint-Placide-Dupin, 1930. Projet de convention Variantes. Plan de l'ilôt. Plan de l'usine à gaz de Vaugirard désaffectée. Plan du lotissement des terrains de l'usine à gaz de Vaugirard Immeubles de remplacement (étude statistique et financière, devis descriptifs, plans du rez-de-chaussée et des étages, façade et coupe). Etude comparative des prix des terrains. Travaux de voirie.
- 4°) Aménagement des secteurs Porte de Neuilly, Pont de Neuilly et Place de la Défense. Projet, s.d. [vers 1930]. 1 album photo.

5°) Réalisations de la Société anonyme de gestion immobilière, créée le 30 septembre 1930 entre la Ville de Paris et l'Immobilier Constructions de Paris pour construire des immeubles destinés à remédier à la crise du logement et à faciliter la libération des immeubles expropriés (s.d.). 1 album photo et plans [1931-1933].

Carton n°3 :

D.E13

Comptes-rendus journaliers (situation sur le front, politique internationale, coupures de presse, extraits du Bulletin municipal officiel, notes relatives à la vie à Paris), 21 août 1939 - 17 mai 1940.

Carton n°4 :

1°) Titres de propriété d'une maison sise n°9 (anciennement n°7) rue du Pélican, à Paris (1er arrondissement) :

- Vente par adjudication devant le Châtelet de Paris d'une maison sise rue du Pélican, portant pour enseigne anciennement la Ville d'Arras, actuellement la Renommée, au profit de Maximilien Lemaître, maître cordonnier à Paris, 23 février 1754 (1 pièce parchemin).
- Reconnaissance par Maximilien Lemaître au profit de André Jean Leroux de la somme de 300 livres, 5 mars 1754 (1 pièce parchemin).
- Convocation à produire ses titres devant le bailliage de l'Archevêché, 18 septembre 1754 (2 pièces papier).
- Sommation à payer cens, 21 novembre 1754 (1 pièce papier).
- Quittance par Aignan Pierre Roger, sieur de Serre, ancien garde du corps du roi, procureur de Jean Cheminon, à Maximilien Lemaître, maître cordonnier, de la somme de 2226 livres 13 sols 4 deniers, 4 avril 1755. Quittance par Jean Lavigne, maître savetier à Paris, procureur de Suzanne Simone Cheminon, à Maximilien Lemaître de la somme de 1167 livres 6 sols 8 deniers, 18 avril 1755 (1 pièce papier).
- Alignement de la nouvelle façade de la maison, rue du Pélican, 10 mars 1756 (1 pièce papier).
- Autorisation de faire placer un pan de bois neuf, 26 mars 1756 (1 pièce parchemin).
- Extrait de l'inventaire après décès de Maximilien Lemaître, maître cordonnier, décédé le 19 avril 1764, 4 mai 1764 (1 pièce parchemin).
- Dépôt de pièces, 17 avril 1766 (1 pièce papier).
- Etat des lieux, 14 janvier 1779 (1 pièce papier).

- Vente par Jacques Lemaître, marchand papetier à Paris, et Edme Elisabeth Belleguise, sa femme, à Jean Pierre François Brazier, sergent des gardes de la ville de Paris, et Madeleine Rose Bertrand, sa femme, de la maison sise rue du Pélican, 21 février 1788 (1 pièce parchemin).
- Enregistrement de la vente, 2 juin 1788 (1 pièce parchemin).
- Quittance donnée par Jacques Lemaître à Jean Pierre François Brazier de la somme de 12 370 livres 16 sols 8 deniers, juin 1788 (1 pièce papier).
- Bail par Pierre François Brazier, marchand de vins, à Pierre Antoine Bertrand, marchand de vins, de la maison sise rue du Pélican, moyennant 2000 livres de loyer annuel, 28 mars 1793 (1 pièce papier).
- Renouvellement de bail, 1er germinal an X (1 pièce papier).
- Accord entre Lemaître et Brazier, 3 février 1810 (1).
- Reconnaissance signée de Jean Pierre François Brazier, 5 février 1810.
- Vente par Jean Pierre François Brazier à Pierre Louis Hervet de la maison sise rue du Pélican, 5 février 1810.
- Certificat de la Conservation des Hypothèques relatif à cette vente, 22 février 1810.
- Etat des inscriptions hypothécaires sur la maison (avec origine de propriété), 22 février 1810.
- Dépôt au greffe du contrat de vente, 23 février 1810.
- Notification par huissier à Jean Pierre François Brazier et au procureur impérial près le Tribunal de la Seine, 3 et 6 mars 1810.
- Certificat de la Conservation des Hypothèques, 9 mars 1810.
- Quittance d'insertion au Journal judiciaire, 10 mars 1810.
- Journal judiciaire, n° 961 du 13 mars 1810.
- Certificat d'exposition au tableau des hypothèques, 16 mai 1810.
- Certificat de la Conservation des Hypothèques, 16 mai 1810.
- Note d'ouvrages de maçonnerie fournies à M. Hervet, janvier 1816 (croquis joint).
- Certificat de radiation des Hypothèques, 10 novembre 1815, 2 août 1819, 12 février et 10 décembre 1821 (3 pièces).
- Mémoire d'ouvrages de maçonnerie, 24 avril 1840.

(1) A partir de cette date, tous les actes sont rédigés sur papier.

- Notes et comptes manuscrits, s.d. (4 pièces).
- Extrait de l'inventaire après décès de Pierre Louis Hervet, 17 août 1848.
- Acte de notoriété après le décès de Joseph Antoine Hervet, 1er avril 1854.
- Extrait du contrat de mariage entre Louis Ernest Hervet et Marie Amélie Arsène Hervet, 20 octobre 1855.
- Extrait de l'inventaire après décès de Edmond Louis Hervet, 10 octobre 1857.
- Extrait de l'inventaire après décès de Marie Geneviève Langlet, 7 juillet 1859.
- Cahier des charges pour l'adjudication des maisons sises 9 rue du Pélican et 16 rue Geoffroy - l'Asnier, 1er octobre 1859. Adjudication à Pierre Jules Lacour, 19 novembre 1859.
- Bail à loyer par Pierre Jules Lacour aux époux François, 19 novembre 1859.
- Quittance par les héritiers Hervet à Pierre Jules Lacour, 18 avril 1860.
- Renouvellement de bail, 14 août 1879.
- Acte de notoriété après le décès de Marie Lacour, 18 février 1926.
- Certificat des Hypothèques, 26 septembre 1926.

2°) Pièces concernant la famille O'Reilly :

- Contrat de mariage entre Marie Jacques Ernest Farell O'Reilly et Laure Viel, 28 avril 1851.
- Testament de Honoré Bertin Delamare, propriétaire, demeurant à Saint-Léonard (Seine-Maritime), 10 décembre 1854.
- Acceptation et délivrance de legs en faveur de Bérénice Modeste Persac et de Jean Auguste Persac, et des pauvres de Saint-Léonard, 13 mars 1858.
- Liquidation entre Eugénie Constance Quertier, veuve de Philippe André Farell O'Reilly, et ses enfants, 25 août 1863.
- Donation par Eugénie Constance Quertier à ses enfants, 27 août 1863.
- Liquidation de la succession de Just Viel, 19 juin 1864.
- Liquidation de la succession de Pauline Bridon, veuve de Victor Just Viel, 4 avril 1868.
- Conseil de famille des enfants mineurs de Marie Jacques Ernest Farell O'Reilly et de Laure Viel, 17 juillet 1868.
- Etat des biens de la succession de Laure Viel ; certificats des Hypothèques, s.d.

- Acceptation de réemploi par Adèle Aimée Viel, épouse de Charles Louis Pierre Burton, 4 et 7 août 1868.
- Déclaration de dispense de réemploi par Marie Jacques Ernest Farell O'Reilly, 10 septembre 1868.
- Donation par Eugénie Constance Quertier, veuve de Philippe André Farell O'Reilly, à ses enfants, et partage d'immeubles par ceux-ci, 5 décembre 1868.
- Police d'assurances, 4 janvier 1869.
- Testament de Bérénice Modeste Persac, 18 novembre 1871.
- Testament d'Eugénie Constance Quertier, 19 janvier 1873.
- Constitution d'une rente par Marie Jacques Ernest Farell O'Reilly en faveur de Jean François Auguste Persac, 22 septembre 1873.
- Idem, 31 décembre 1874.
- Extrait de l'acte de décès de Adelle Constance Héronval à Rouen, le 27 mai 1881.
- Extrait de l'acte de décès de Jean François Auguste Persac à Tocqueville-les-Murs, le 7 août 1885.
- Obligation par Marie Jacques Ernest Farell O'Reilly à Louis François Bouic, 7 août 1885.
- Idem, 14 décembre 1886.
- Extrait de l'acte de décès de Thérèse Françoise His, à Troyes, le 2 juin 1888.
- Dépôt de testament de Ernest Marie Jacques Farell O'Reilly, 4 janvier 1890.
- Procuration par André Marie Laurent et Maurice Patrick Marie Farell O'Reilly à Etienne Marie Just Farell O'Reilly, 5 mars 1890.
- Acte de notoriété après le décès de Marie Jacques Ernest Farell O'Reilly, 5 mars 1890.
- Rentes, actions et obligations provenant de l'inventaire après décès de Laure Viel, s.d.
- Trimestre d'annuités de loyer dus par Malliavin pour le tiers de la filature de Marceuil, s.d. [post 1872].
- Calque du plan cadastral de Reauté, s.d.

3°) Comptes d'Ernest O'Reilly, 1880-1883 (factures de maisons de commerce de Paris et du Havre).

Carton n°5 :

1°) Titres de propriété relatifs à une ferme située à Montivilliers, hameau de Reauté ou d'Auberville, acquise le 4 juin 1894 par Etienne Marie Farell O'Reilly, vice-président du Tribunal civil du Hâvre, de Marie Eveline Quertier, 1609-1894 (52 pièces papier et parchemin).

2°) Correspondance reçue par Etienne Marie Farell O'Reilly (né en 1853), juge au Tribunal du Hâvre puis à Rouen, nommé Premier président à la Cour d'Appel de Rouen, en février 1922, et sa femme, Lucie Léger, entre 1890 et 1925.

3°) Pièces diverses.